



UMOA-Titres

Bâtir un Marché Intégré des Titres Publics



REMTP

LES RENCONTRES DU MARCHÉ
DES TITRES PUBLICS

6ÈME ÉDITION

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

REPUBLIQUE TOGOLAISE
Travail-Liberté-Patrie

RENCONTRES DU MARCHÉ DES TITRES PUBLICS DE L'UEMOA

PROGRAMME D'ÉMISSION 2024



PLAN DE PRÉSENTATION

- I. **Aperçu général sur le Togo**
- II. **Développements économiques récents**
- III. **Perspectives économiques**
- IV. **Présentation du calendrier d'émission de 2024**

II- APERÇU GÉNÉRAL SUR LE TOGO

GÉOGRAPHIE ET POPULATION

- ❑ Situé en Afrique de l'Ouest, le Togo a une superficie de 56.785 km² L= 600 km, l= 50/150 km et jouit d'un climat tropical;
- ❑ la population est estimée à 8,1 millions habitants en 2022 (INSEED, RGPH5) contre 6,2 millions en 2010; soit une croissance de 2,3% et une densité de 143 Hbts/km²
- ❑ Femmes 51,3% et Hommes 48,7%;
- ❑ L'espérance de vie à la naissance: 61,6 ans en 2022 contre 61 ans en 2020;
- ❑ la population active est estimée à 3.807.072 habitants en 2020 contre 3.700.152 habitants en 2017

INDICE DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN (IDH), CPIA

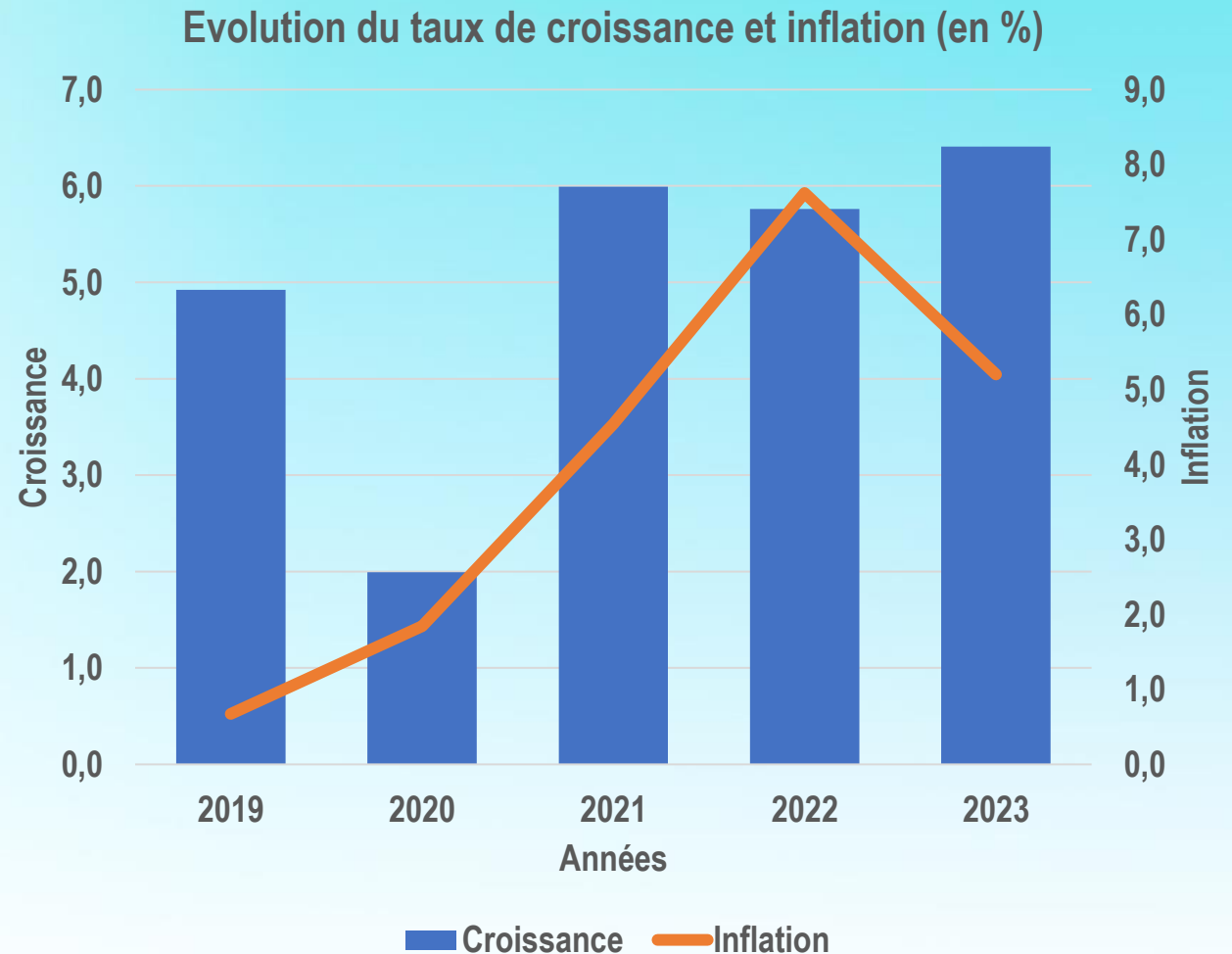
- L'IDH du Togo en perpétuelle amélioration, passant 0,487 en 2015 à 0,513 en 2018 puis à 0,539 en 2021-2022
- Le Togo est classé 162ème sur 191 pays en 2022 contre 167^{ème} rang mondial sur 189 pays en 2020;
- L'amélioration de l'IDH Togo est la résultante des réformes engagées dans les secteurs de l'éducation et de la santé
- Note CPIA : 3,7 pour le Togo en 2022 contre 3,0 en 2016; Afrique de l'Ouest et Centrale(3,3)
- les réformes dans la gestion du secteur public, la qualité de l'administration publique, la transparence, la redevabilité et les mesures de lutte contre la corruption explique cette performance

II- DÉVELOPPEMENTS ÉCONOMIQUES RÉCENTS

SECTEUR RÉEL :

L'économie togolaise résiliente face aux chocs

- le taux de croissance du PIB réel est prévu à 6,4% en 2023 contre 5,8% en 2022;
- l'activité en 2023 serait à la fois soutenue par les secteurs, primaire (+5,6%), secondaire (+6,9%) et tertiaire (+6,8%);
- la croissance du PIB serait essentiellement portée par la consommation finale et les investissements;
- Le taux d'inflation ressortirait à 5,2% en 2023, après 7,6% en 2022;

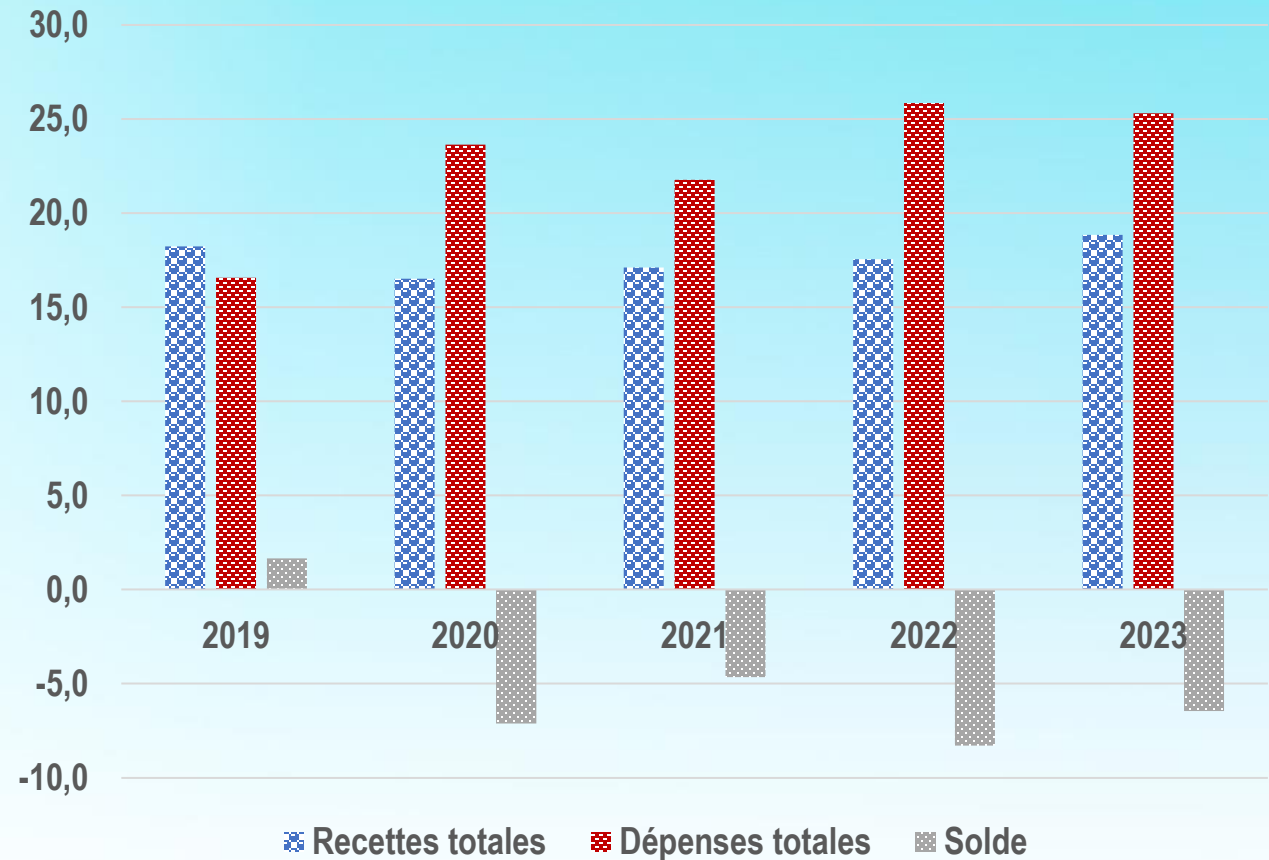


FINANCES PUBLIQUES :

Le solde budgétaire au dessus de 3% du PIB depuis 2020

- Les dépenses publiques (25,3% du PIB en 2023) restent supérieures aux recettes totales (8% du PIB) de l'Etat;
- Le déficit budgétaire ressortirait à 6,6% du PIB en 2023;
- La dégradation du déficit s'explique l'accroissement des dépenses dans le cadre des mesures prises face à la vie chère et les menaces sécuritaires à la frontière Nord du Togo;
- Cependant, des mesures de consolidation budgétaire sont attendues à partir de 2024.

Evolution des indicateurs de finances publiques (en % du PIB)

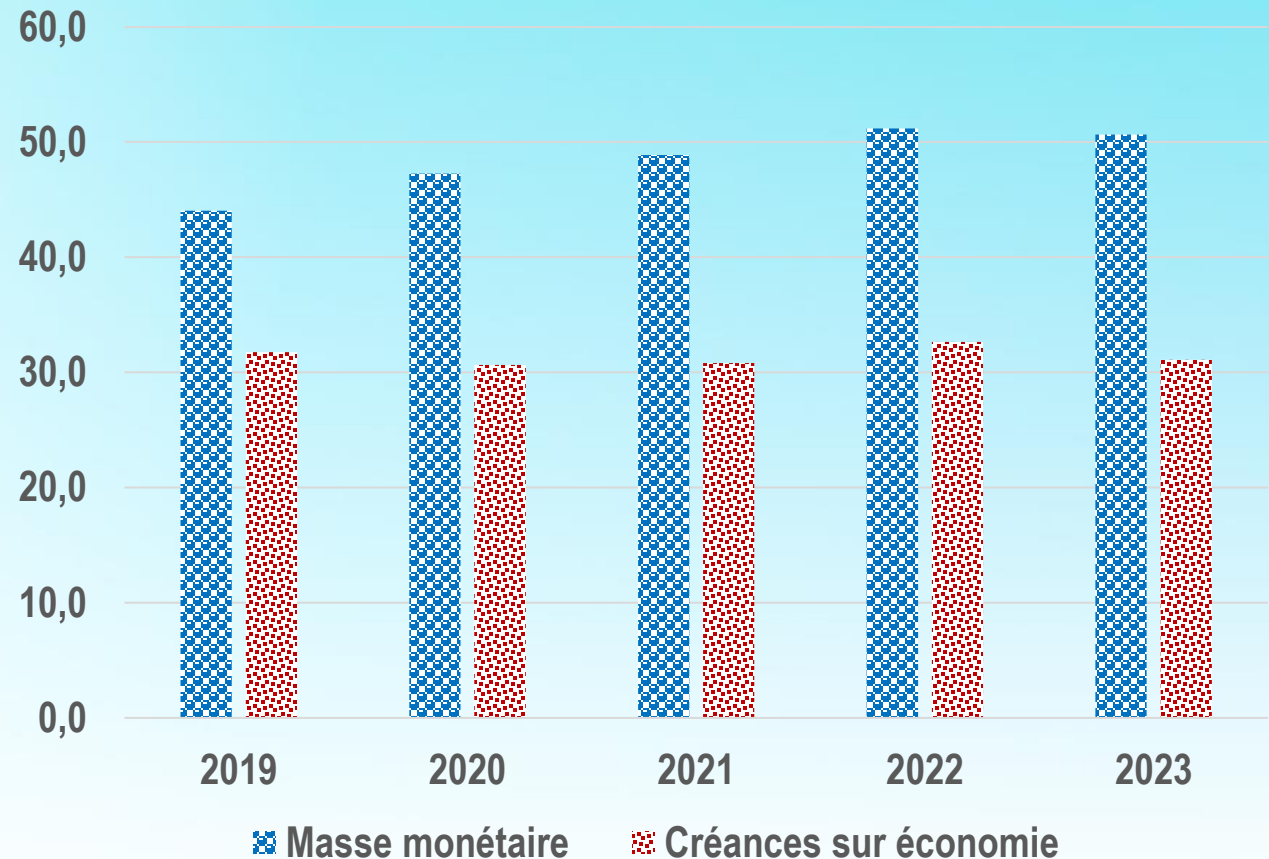


AGRÉGATS MONÉTAIRES :

la masse monétaire connaît une tendance haussière

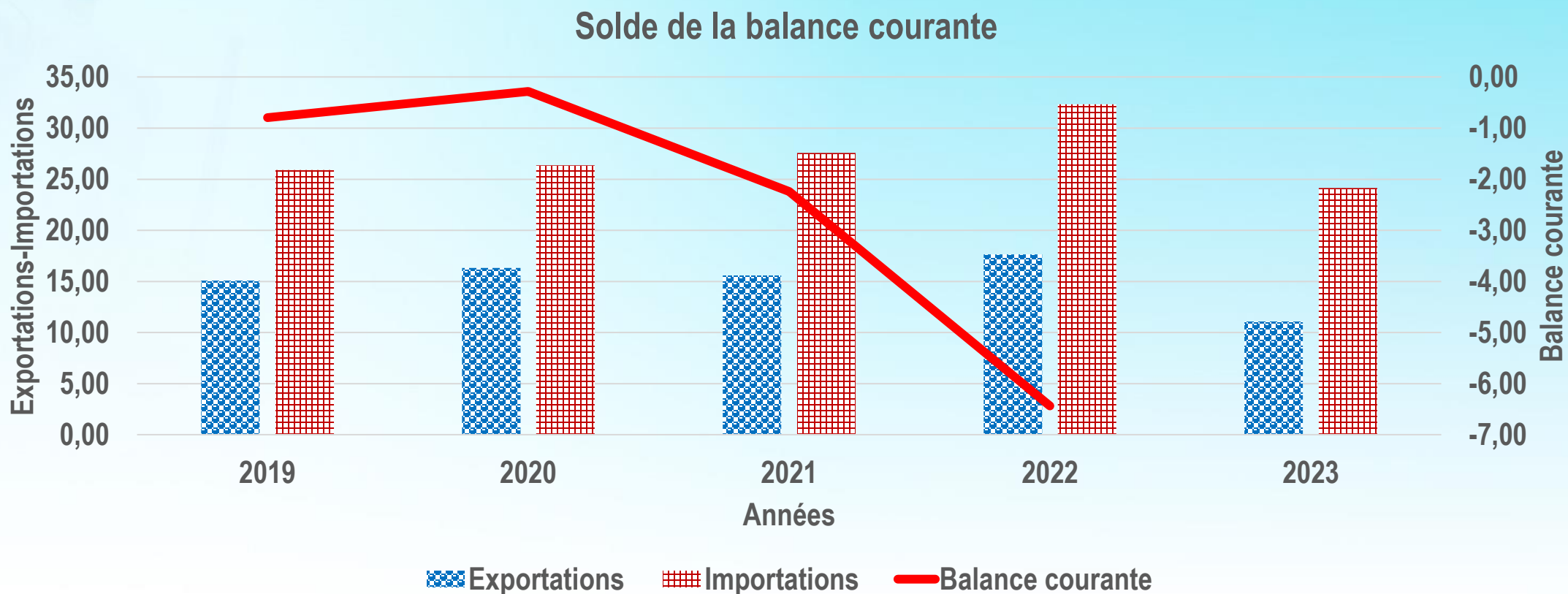
- La masse monétaire reste sur une tendance haussière, en lien avec le dynamisme de l'activité économique;
- Elle passe de 44% du PIB en 2019 à 50,6% en 2023;
- Les créances sur l'économie sont restées autour de 31% du PIB en moyenne sur la période;

Evolution de la masse monétaire et des créances sur l'économie (en % du PIB)

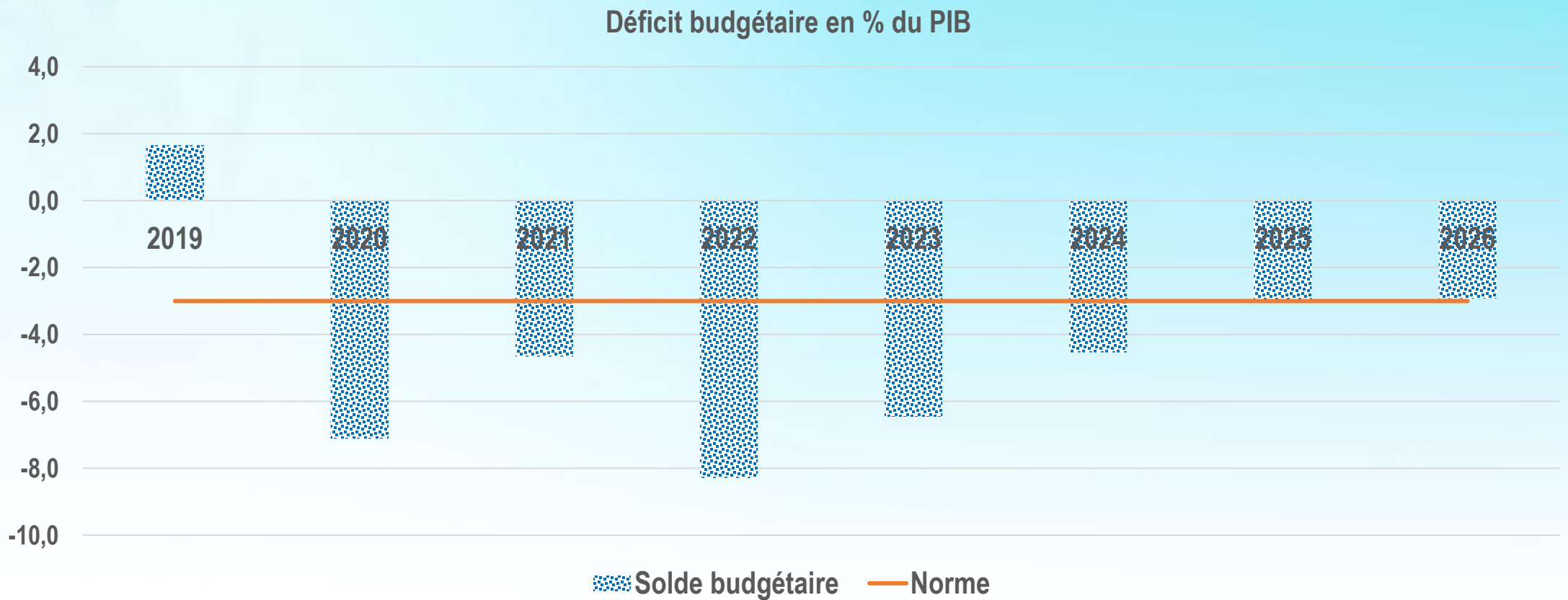


BALANCE COURANTE :

La balance commerciale du Togo est structurellement déficitaire. Elle est excédentaire avec l'UEMOA et la CEDEAO. Grâce au solde positif des revenus primaires et secondaires, le déficit de la balance courante est moindre que celui de la BC. **La balance courante s'est dégradée en 2022.**



LES LEVIERS DE LA CONSOLIDATION BUDGÉTAIRE



MESURES EN FAVEUR DE L'ACCROISSEMENT DES RECETTES DE L'ETAT

- mise en œuvre d'un vaste programme de réforme économique qui s'appuie sur la FDR;
- Renforcement de la stabilité financière et poursuite des efforts fructueux en matière d'amélioration du climat des affaires (la digitalisation des services publics);
- Mise en œuvre de réformes visant à élargir l'assiette fiscale et à améliorer l'efficacité des recouvrements fiscaux;
- augmenter les recettes fiscales de manière ambitieuse, soit de 0,5 % du PIB par an, afin de soutenir la consolidation budgétaire.

MESURES EN FAVEUR DE LA RATIONALISATION DES DÉPENSES

- Renforcement de la protection sociale, notamment en élargissant les transferts monétaires, sur la base de la création d'un registre social unique et d'une plateforme d'identification biométrique;
- Renforcement de la mise en œuvre du budget programme dans toute l'administration publique dans l'optique d'une gestion axée sur les résultats;
- Poursuite de la réorganisation des ministères en vue de les mettre en phase avec les exigences de la gestion axée sur les résultats;
- Renforcement de l'analyse et de la communication sur les risques budgétaires

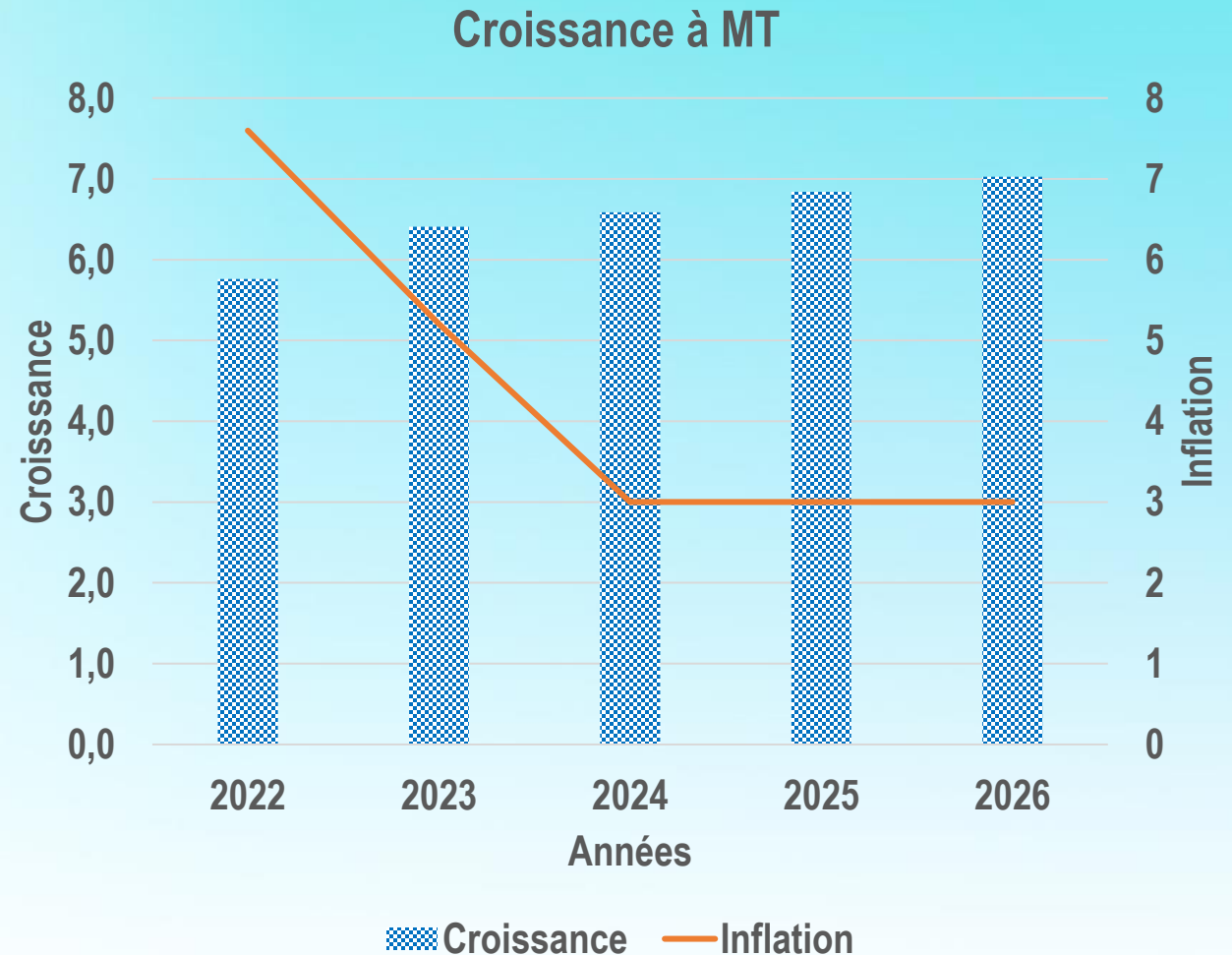
III- PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES 2024-2026

HYPOTHÈSES DE PROJECTION : **FDR, Togo 2025**

- le renforcement des industries de transformation agro-alimentaires et le développement de l'agriculture à haute valeur ajoutée;
- l'amélioration de l'accès au financement et l'accès aux marchés aux agriculteurs;
- la poursuite de la mise en place des agropoles;
- la poursuite de l'opérationnalisation du Plateforme industrielle d'Adétikopé (PIA);
- la mise en place de la stratégie de transformation numérique (Togo Digital 2025);
- le renforcement de la maîtrise des dépenses de fonctionnement des ministères et institutions et la consolidation de la soutenabilité de l'endettement public;
- le financement des investissements structurants et la prise en charge des priorités sociales;
- politique budgétaire prudente dans un contexte de consolidation budgétaire ramenant le déficit à 3% du PIB à partir de 2025.

TRAJECTOIRE DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

- La croissance atteindra 7% en 2026 grâce à la mise en œuvre de la FDR;
- le dynamisme attendu dans l'économie numérique, les transports, le commerce et la finance sera à l'origine de la croissance;
- Cette évolution provient du scénario tendanciel, la croissance pourrait être plus importante grâce à une bonne exécution de la FDR, sans chocs
- Cependant, il existe des risques (scénario pessimiste)



FINANCES PUBLIQUES :

Déficit budgétaire en dessous de 3% du PIB

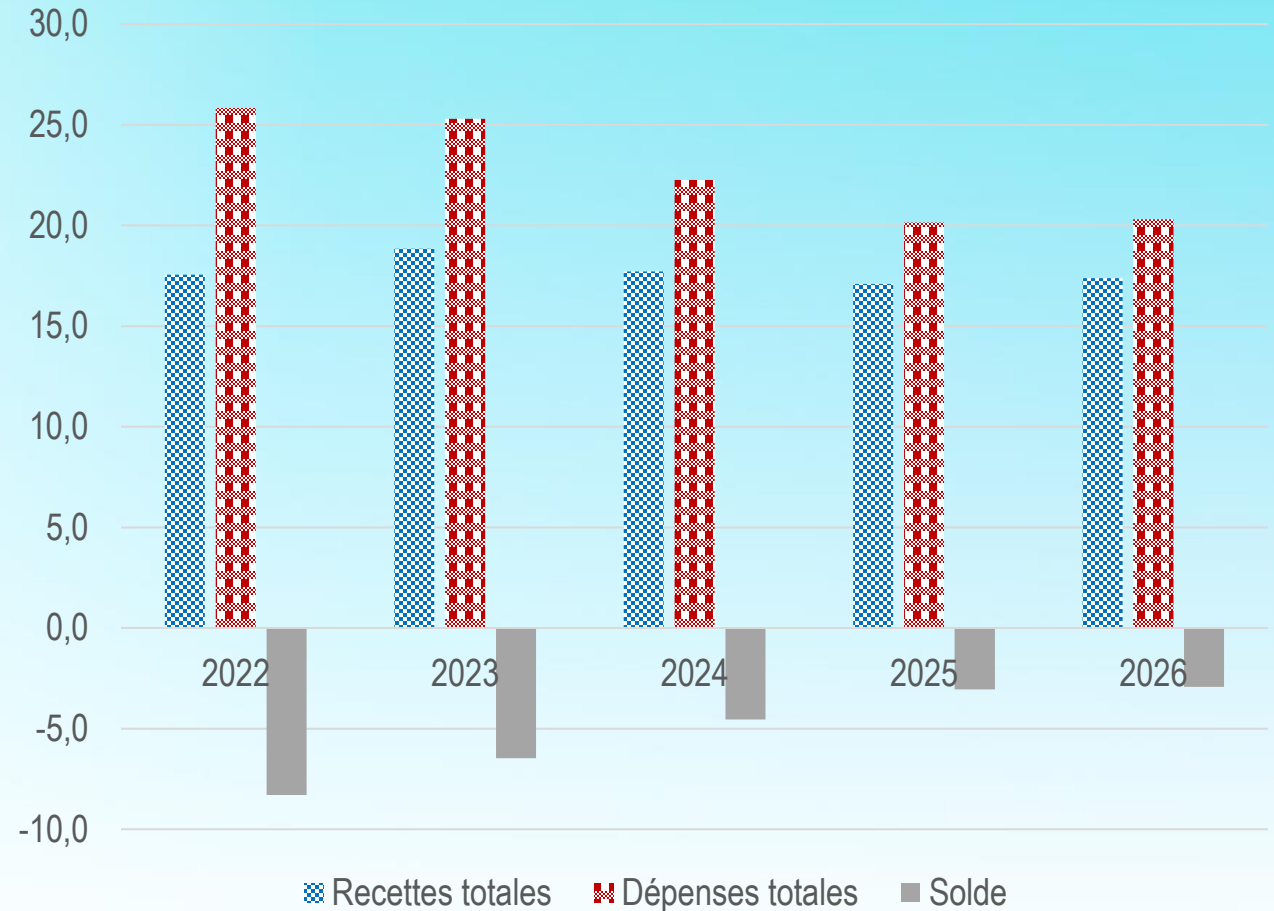
Les recettes représenteraient en moyenne 17,4% entre 2024 et 2026;

Les recettes fiscales passeraient de 13,8% du PIB en 2023 à 15,8% en 2026;

Les dépenses représentent en moyenne 21% du PIB sur la période grâce à la rationalisation;

Le solde ressortirait à -4,5% du PIB en 2024 contre -6,6% en 2023, -3% en 2025 et -2,9% en 2026

Recettes-Dépenses-Solde (en % du PIB)



IV- PRÉSENTATION DU CALENDRIER D'ÉMISSION DE 2024

IV-1-
 APPERCU
 SUR LA
 DETTE DE
 MARCHE

Caractéristiques	Dette totale	Adjudication	APE*
Encours (en milliards de F CFA)	2 066,89	1 846,49	220,40
Nombre de titres en vie	74	72	2
Taux moyen pondéré	6,23%	6,24%	6,13%
Durée résiduelle moyenne	4 ans 1 mois	3 ans 11 mois	6 ans 1 mois
% de la dette arrivant à échéance sous moins d'1 an	16,38%	17,21%	9,44%

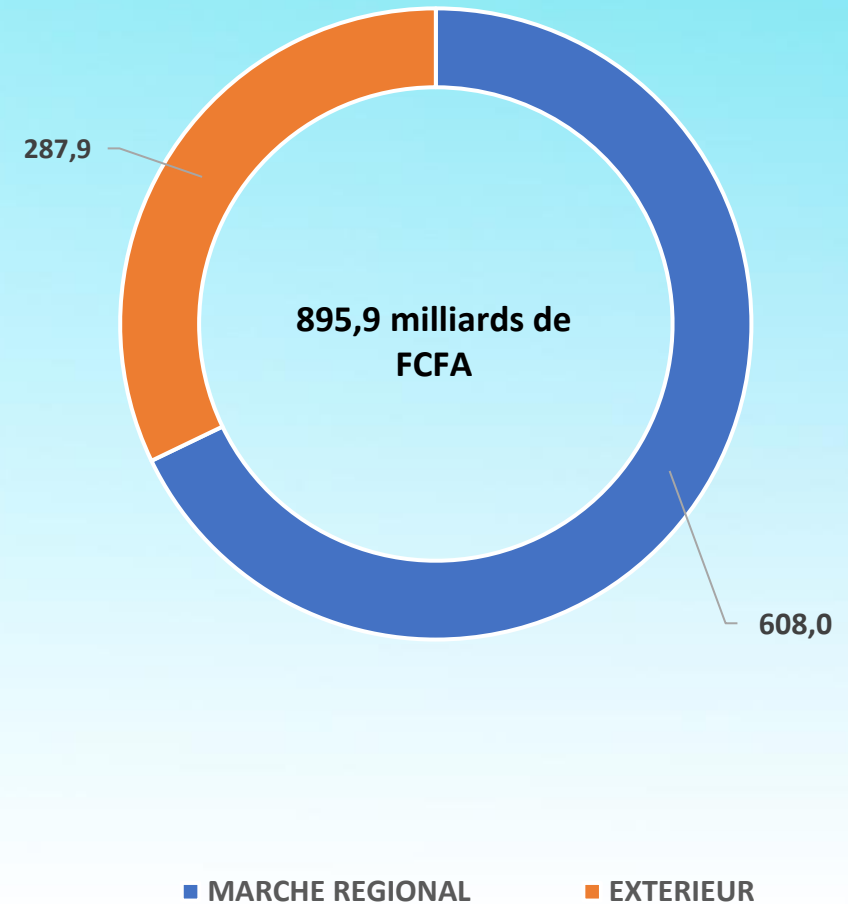
IV-2- APPERCU SUR
LA DETTE DE
MARCHE/SYNTHESE
DES EMISSION DE
2023

Maturité	Montant prévu 2023	Montant mobilisé 2023	Ecart
3 mois	55,00	20,33	-34,68
6 mois	35,00	155,43	+120,43
1 an	35,00	132,50	+97,50
3 ans	130,00	253,38	+123,38
5 ans	130,00	135,52	+5,52
7 ans	110,00	4,55	-105,45
10 ans	85,00	0,00	-85,00
Total	580,00	701,70	121,70

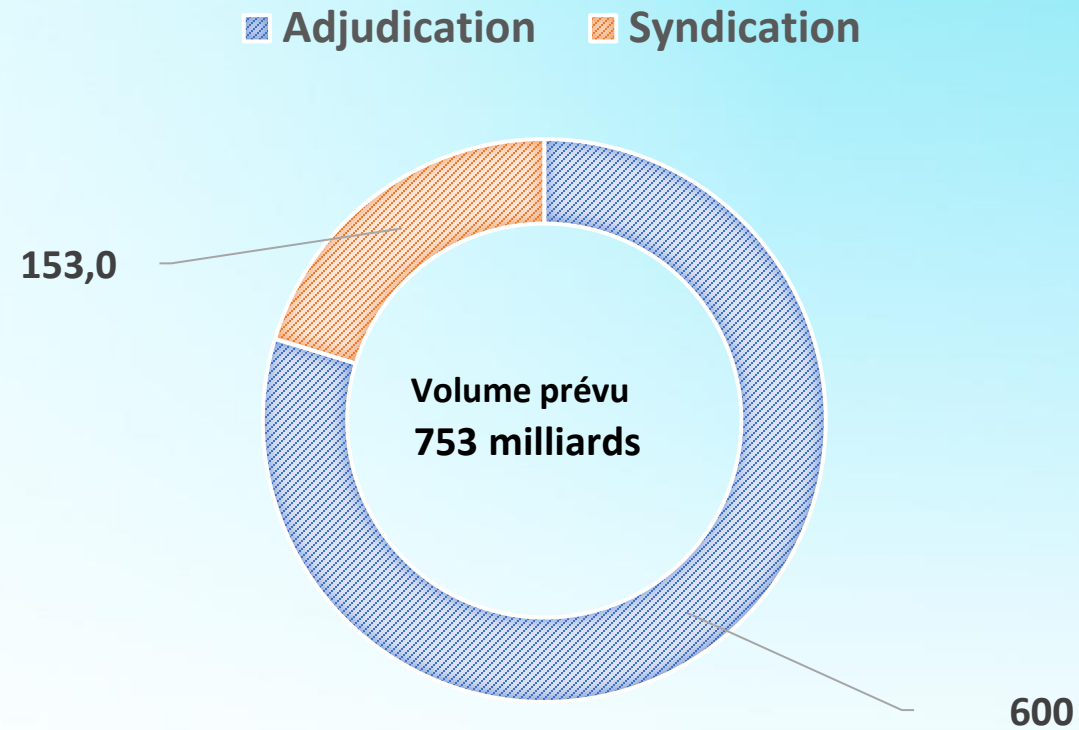
Les opérations de gestion
active de la dette de marché
ont porté sur un montant de
96 milliards en 2023

IV-3- BESOIN DE FINANCEMENT POUR 2024

Besoin de financement de l'année 2024 se chiffre à 895,9 milliards de FCFA, soit 14,7% du PIB

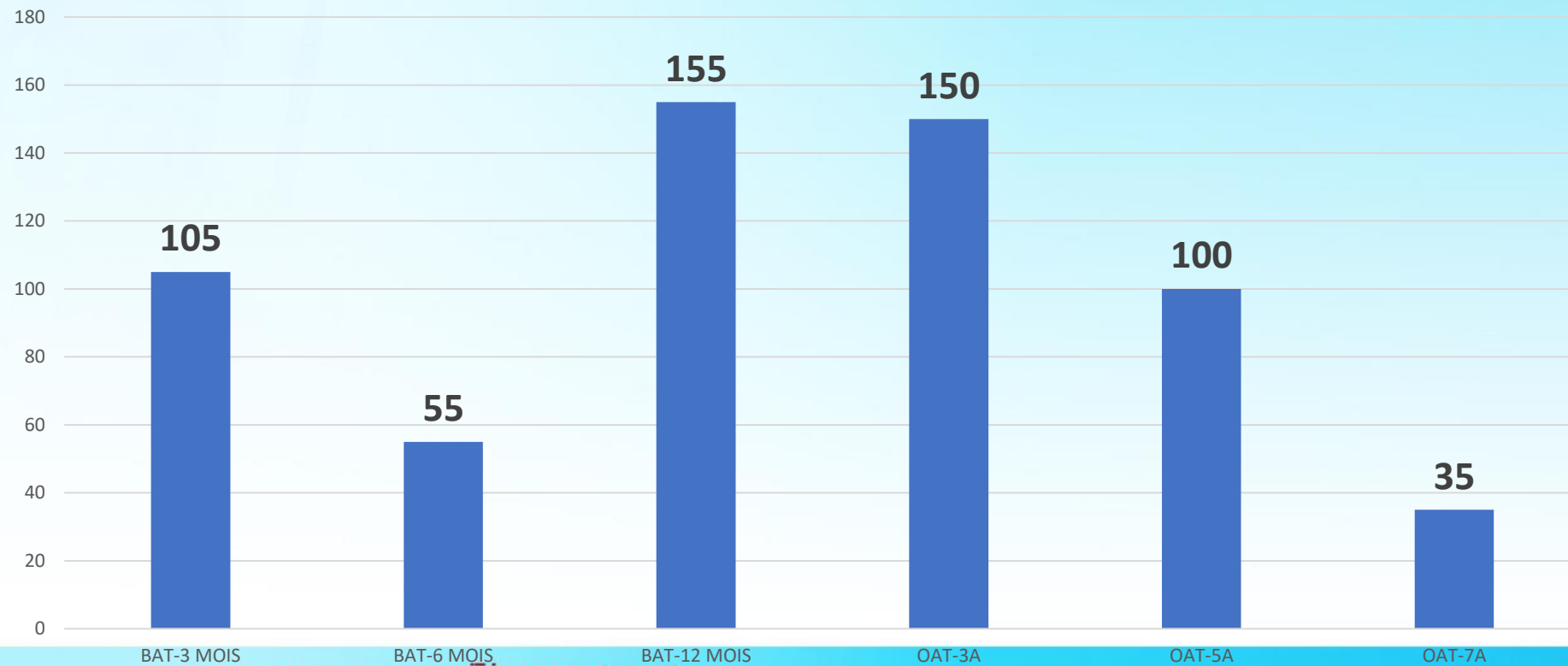


IV-4- PROJET DE CALENDRIER 2024



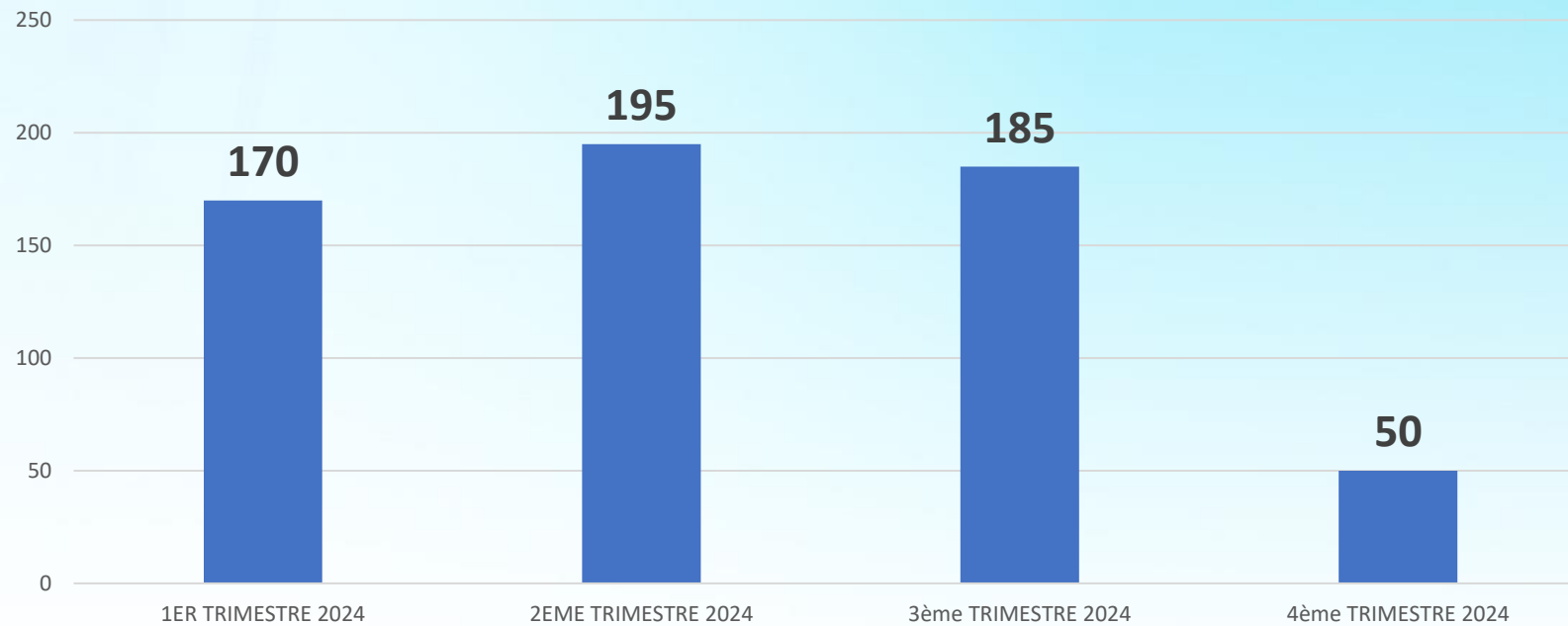
IV-5- PROJET DE CALENDRIER 2024

- Instruments par adjudication



IV-6- PROJET DE CALENDRIER 2024

- Volume par trimestre/adjudication



IV-7- PROJET DE CALENDRIER 2024

LIGNES DIRECTRICES DE 2024

- Emissions de taille contenue pour une meilleure couverture des opérations;
- Une ou plusieurs opérations de grande taille pour absorber les montants à mobiliser;
- Interventions régulières de l'Etat du Togo fixées le Vendredi;
- Abondement systématique des titres pour réduire la fragmentation des titres émis pour constituer des gisements de 70 à 80 milliards;

REMTP

LES RENCONTRES DU MARCHÉ
DES TITRES PUBLICS

6^{ÈME} ÉDITION

MERCI